

L'association Limousin-Palestine appelle au boycott des produits agricoles et industriels qui proviennent des colonies israéliennes.

« Le boycott est la réponse citoyenne à la politique d'apartheid israélienne »

Aujourd'hui, dès 9h30, les militants de l'association Limousin-Palestine iront à la rencontre des clients du centre commercial de Boisseuil pour leur expliquer le pourquoi de leur action de boycott. « Les droits des Palestiniens : droit à la liberté de circulation, au travail, à la santé, aux études, à l'accès aux ressources naturelles comme l'eau sont constamment bafoués par la politique d'occupation et de colonisation israélienne en Palestine, explique l'association. Rappelons que la Palestine a été admise à l'ONU comme Etat observateur en novembre 2012 et reconnue comme Etat à l'UNESCO. Rappelons aussi que les habitants de Gaza subissent un blocus économique inhumain depuis 2007. La solution à deux Etats l'un palestinien et l'autre israélien avec Jérusalem comme capitale des deux Etats est plus que jamais compromise. Les pratiques israéliennes s'apparentent à de l'apartheid avec la destruction des terres, des maisons, les expropriations, l'existence des routes de ségrégation et du mur de séparation. Cette injustice flagrante est à l'origine des affrontements meurtriers qui ont lieu à Jérusalem-Est. Les Palestiniens sont poussés à bout par l'intransigeance israélienne et l'annexion larvée de Jérusalem-Est. »

Faute de pressions et de sanctions



qui obligeraient l'Etat d'Israël à se conformer au droit international, Limousin-Palestine évoquant à ce titre la vaste campagne de boycott de l'Afrique du sud des années 1980 qui avait mis un terme à la politique d'apartheid, la société civile palestinienne a lancé un appel au boycott, aux désinvestissements et aux sanctions contre Israël en 2005. « De réels succès ont

Lors d'une précédente mobilisation appelant au boycott.

été enregistrés dans le monde comme le désinvestissement des principales caisses de retraite d'Israël et le boycott de certains artistes, estime l'association. Il faut amplifier le mouvement et boycotter les nombreux produits agricoles et industriels qui proviennent des colonies israéliennes qui comptent plus de 550 000 colons dont la moitié à Jérusalem-Est, capitale promise à la Palestine. [...] Tout récemment 343 universitaires britanniques ont déclaré qu'ils refuseraient toute coopération avec des universités israéliennes tant qu'Israël ne se conforme pas au droit international et ne respecte pas les droits des Palestiniens. Nous appelons les citoyens à participer activement à cette campagne de boycott. »